



[Veille](#) permanente et actualisée. Et toujours la possibilité [d'adhérer](#) en ligne + souscrire à l'[abonnement participatif et de soutien](#)

Préparation de la rentrée scolaire 2020/2021 en présence d'Anne Filliol (consultante accompagnement du changement dans le secteur public) et Damien Berthillier (Président RFVE, Maire-adjoint à Villeurbanne)

Pas de côté / Recentrage sur fonctions de cadres territoriaux dans un contexte complexe et instable

période électorale avec changement de municipalité et crise sanitaire avec vision nécessairement à court terme du fait des évolutions permanentes.

Anne FILLIOL / Rôle et posture du cadre territorial du secteur éducatif dans ce contexte en tension

accompagnement et conduite du changement

1. Problématique spécifique du cadre éducatif :

- Représentation partagée de l'exigence du rôle assumé auprès des enfants. Engagement de type vocationnel
- Nécessaire inscription des politiques éducatives dans la durée
- Une culture professionnelle, des valeurs référencées par l'association FRANCAS (respect, humanisme, liberté, bienveillance, laïcité, paix, solidarité etc...)

➤ **Comment maintenir le cap en gardant les valeurs et respectant les politiques publiques?**

Ce qui est nouveau dans le contexte actuel, c'est le changement imposé, non anticipé et brutal du fait de la crise sanitaire. Crainte partagée de remise en cause des valeurs par les évolutions politiques du fait des élections municipales. On va questionner les manières de faire et d'agir, mais les valeurs ne sont pas remises en cause et restent le cadre de la pratique. Ce qui inquiètent et déstabilisent les équipes, c'est de devoir faire les choses différemment (arrangements du quotidien, points de repère, méthodes). Pour autant la satisfaction se limite actuellement à "faire au mieux" et les valeurs sont un repère stable pour continuer. Les représentations et dimensions personnelles impactent le ressenti du rôle de cadre éducatif dans ce contexte complexe. La mise en perspective et les changements pour l'avenir sont aussi anxiogènes actuellement.

2. Quelques leviers et moyens pour accompagner le changement

Le cadre ne peut nier la souffrance des équipes, il doit accueillir leurs inquiétudes
Il n'est pas possible de laisser chacun agir seul et le cadre doit assurer le collectif au sein des équipes, mais aussi entre pairs. C'est dans la co construction que l'on peut trouver des réponses, mais aussi se rassurer.
La prise de décision ne peut se faire qu'en équipe ce qui conduit à partager aussi de nouvelles pratiques.
La trace écrite permet de référencer le cadre.

3. Opportunités dans ce contexte particulier

Valoriser les potentiels et compétences mises en exergue par la situation inédite
Stimuler l'intelligence collective et révéler des compétences endormies
Mise en place par plusieurs collectivités de retours d'expériences pour capitaliser les avancées
S'inscrire dans une dynamique d'apprentissage permanent

Damien Berthillier, adjoint à l'éducation à Villeurbanne et Président RFVE réseau de grandes et moyennes villes (100), engagées dans l'Éducation.

Face à la lenteur de l'ARS, et au manque de réactivité du Ministère de l'Education Nationale, heureusement qu'il y avait les villes.... Les élus et équipes territoriales ont permis la mise en place des politiques publiques de l'Etat, parfois contradictoires.

Ne plus accepter ce mode de fonctionnement et le mépris des acteurs de terrain (cf [Communiqué de presse](#) du RFVE intitulé "Protocole sanitaire : le mépris des acteurs de terrain, ça suffit !)

- Le numérique éducatif doit sortir du gadget pour être appréhender comme un vrai sujet.

Un élu à l'éducation suppose 3 années d'appropriation...les cadres territoriaux doivent accompagner cette acculturation pour que les élus puissent assumer leur engagement dans les politiques éducatives et non pas dans la gestion.

Rebâtir dans les contraintes économiques et donner du sens au collectif sans attendre les directives de l'Etat (Cf Appel de Bobigny)

- La dimension transition écologique doit nécessairement comprendre un axe éducatif (déplacements doux, évolutions climatiques, alimentation etc...)

Sur la question du collectif, la souplesse des visioconférences pourra peut être favoriser les rapprochements pour une action conjointe élus et cadres territoriaux.

Quelles sont les attentes des élus vis à vis du cadre?

Les cadres territoriaux doivent être "politiques" du point de vue du suivi et de l'implication des élus dans le projet global en sortant des risques de clientélisme, sortir de la gestion du quotidien, les aider à avoir une vision politique à long terme.

Echanges

- La gestion de crise ne permet pas toujours la mise à distance et l'implication politique pour accompagner les nouveaux élus dans une vision à long terme.
- Alerte sur l'équilibre entre les valeurs et les inégalités territoriales du fait de propositions nationales comme les 2S2C et la réduction des élèves par classe
- Le renouveau électoral peut faire évoluer des certitudes tant techniques que politiques.
- La continuité de visioconférences de l'ANDEV est envisagée pour répondre aussi à ce besoin de formations entre pairs.
- Pourquoi les réalités et expertises de terrain n'impactent pas plus les interventions et décisions des ministres? Les seules paroles entendues sont celles de la réaction face à des blocages ou refus. Il faut espérer que les élections municipales puissent remettre les territoires en position de force dans les interpellations du gouvernement.
- Actuellement il y a conflit de loyauté entre le maintien d'un service public d'éducation et l'offre 2S2C par exemple qui vient

compenser les manques de l'Éducation Nationale.

- Est ce que le temps scolaire est suffisant dans le temps de vie de l'enfant? Les villes n'ont pas su collectivement imposer un niveau de réflexion dans la mise en place des rythmes scolaires pour dépasser la seule question de l'organisation opérationnelle, pour partager les questions réellement éducatives en termes de développement de l'enfant.
- La situation actuelle de l'Éducation Nationale conduit les collectivités à être des gestionnaires de crise en permanence, au détriment de la co-construction collective.
- La formation des parents d'élèves et des fédérations trop souvent inaudibles aujourd'hui est incontournable pour une école qui s'inscrit dans cette co construction collective.
- Les mouvements d'éducation populaire pourraient avoir par les colos apprenantes une légitimité à inscrire l'éducation non formelle dans l'éducation.
- Au-delà la centralisation de l'Etat c'est la question de l'éducation centralisée qui est posée et la force d'inertie qu'elle implique.
- La réactivité et l'adaptabilité des collectivités pendant la crise sanitaire a permis dans plusieurs territoires de valoriser la légitimité des services municipaux dans l'appui à l'EN.
- Un des enjeux de la rentrée est aussi d'anticiper une 2ème vague possible à l'automne.
- Les collectivités ont une légitimité du quotidien, par contre la crise a rendu visible l'action quotidienne, mais n'a pas renforcé la légitimité des collectivités dans la co-construction.
- Une force humaniste dans la continuité de l'appel de Bobigny intégrant les syndicats et autres fédérations pourrait permettre de créer ce collectif.

13ème VISIOCONFÉRENCE ANDEV du JEUDI 2 juillet 2020 de 10h à 11h intervention d'Edouard Geffray, Directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO)